

COMPTE RENDU

des enquêtes menées pour le Centre Damien (Bénin)

Juillet 2010



Centre Damien

<http://centre.damien.benin.over-blog.com>

Projet soutenu par *Réseau Picpus*

www.reseau-picpus.com

Introduction

Monter un projet, c'est bien, encore faut-il qu'il s'intègre pleinement dans son environnement. C'est ce qui, sur place, nous a poussés à rencontrer des acteurs de l'enfance en difficulté à Cotonou. Objectifs :

- approfondir notre connaissance du paysage associatif et public oeuvrant auprès de l'enfance en difficulté à Cotonou afin d'une part d'inscrire notre action en complémentarité de ce qui existe déjà, d'autre part de tirer profit de leurs expériences ;
- saisir dans quelle mesure le loisir est une dimension prise en compte dans l'éducation des enfants, et plus largement, quelles sont les représentations du loisir au Bénin ;
- récupérer enfin des éléments qui nous permettront de mettre en place un site internet pour le Centre Damien, d'ici juin 2011, afin de relayer la recherche de financement.

Cette initiative n'est qu'une première étape. Il est clair qu'en quelques semaines nous n'avons pu rencontrer de façon exhaustive les structures oeuvrant pour l'enfance. Mais nous avons été touchées par la situation des enfants *vidomegons* (enfants placés), dont certains se présentent ainsi : « Je m'appelle Thérèse, j'ai 10 ans, et je suis vendeuse de bananes »... Comment ne pas sentir interpellés. Nous avons aussi été touchées par l'engagement, parfois d'une vie, de ces hommes et ces femmes au service des enfants. Nous avons pris conscience qu'il reste encore bien des barrières culturelles à combattre pour que les enfants *vidomégons* ne soient perçus comme faisant « partie du paysage » au Bénin.

Domitille Blavot

Sommaire

Partie 1

Compte-rendu des entretiens menés auprès associations oeuvrant pour l'enfance en difficulté

- Centre d'Ecoute et d'Orientation
- ASSOVIÉ
- UNICEF
- Sœurs Salésiennes

Partie 2

Travail sur le volet architectural

- La notion de développement durable
- Les représentations des enfants
- Perspectives pour le Centre Damien

Partie 3

Quelques conclusions et perspectives pour notre projet

Vous pourrez trouver des photos et vidéos de ces entretiens sur notre blog : <http://centre.damien.benin.over-blog.com>

Compte-rendu des entretiens menés auprès d'associations oeuvrant pour l'enfance en difficulté

En trois semaines, il est certain que nous n'avons pu rencontrer de manière exhaustive toutes les associations et organismes oeuvrant pour l'enfance en difficulté à Cotonou. Les quelques entretiens ci-après nous ont cependant permis d'une part de mieux prendre conscience des conditions auxquelles sont confrontés une partie des enfants à Cotonou ; d'autre part de prendre en compte quelques aspects intéressants pour la construction de notre projet, notamment au niveau de la prise en charge des enfants. Il s'agit bien entendu de penser cette action dans le cadre de la société béninoise, et donc de sa culture.

A long terme, le Centre Damien vise à accueillir des enfants en difficulté afin de leur offrir la possibilité de se construire un avenir. Mais notre action ne veut pas entrer en « concurrence » avec le travail déjà effectué sur place. Nous souhaitons œuvrer en complémentarité.

Pour les années à venir, il s'agira donc de continuer à nouer des liens avec ces associations, mais aussi de continuer ce travail panoramique des structures engagées dans ce domaine à Cotonou, pour mieux cerner le contexte et nos priorités. Si nous avons eu un contact avec le Ministère de la Jeunesse, il serait intéressant de rencontrer d'autres organismes publics, tels que les *Maisons de la jeunesse*, ou encore la préfecture de police qui récupère les enfants en situation d'urgence. D'autres initiatives, mises en place par l'Eglise ou des ONG, seraient aussi intéressantes à explorer.

Rencontre avec le directeur du Carrefour d'Ecoute et d'Orientation (CEO) de Sainte-Rita, Alexandre Degnon, le 15 juillet 2010



Alexandre Degnon est assistant social et animateur spécialisé pour les jeunes en détresse. Il les protège, défend leurs droits et est le responsable du Carrefour d'Ecoute et d'Orientation (CEO) de Sainte-Rita, un quartier du 8^e arrondissement de Cotonou.

Ce centre a pour objectif de réinsérer des jeunes ayant quitté le domicile familial dans leur milieu de vie d'origine et ce, dans les meilleures conditions possibles. Il a été créé en 1991 sous l'impulsion de M^{gr} Isidore de Souza, à l'époque aumônier de la prison civile de Cotonou. Les mineurs étaient alors détenus dans les mêmes conditions que les adultes, ce qui l'avait fortement interpellé. Avec l'autorisation du Président de la République, « *il s'est fait aider du premier éducateur spécialisé au Bénin, le professeur Babo, pour créer la première structure privée du pays* », nous précise Alexandre avec fierté. Initialement prévu pour les garçons, le centre fut mixte dès la première année. En 1997, filles et garçons ont été séparés pour des raisons de place et un besoin d'intimité vite ressenti. Aujourd'hui, le centre accueille 23 jeunes, pour une capacité totale de 45.

Qui sont ces enfants ?

Des jeunes de 10 à 18 ans en rupture de liens avec leurs familles. « *On n'est pas formé pour devenir parents* », nous dit si justement Alexandre. Il arrive en effet des moments difficiles à gérer, en particulier à la puberté, où les relations intrafamiliales peuvent être tendues. Ces enfants préférant quitter leur domicile se retrouvent dans la rue et sont récupérés par les brigades de police.

D'autres sont victimes de traite aussi bien interne - c'est-à-dire qu'ils sont déplacés des villages à la capitale - que transfrontalière (Nigeria, Gabon, Côte d'Ivoire). Ceux-là sont référés par le biais des ambassades ou de la brigade de Protection des mineurs. Les jeunes en conflit avec la Loi sont référés par le Tribunal pour Mineurs et envoyés au Centre, ainsi que des enfants tout simplement égarés dans la ville.



Première étape : « *Les sécuriser* », nous dit Alexandre, aussi bien au niveau de l'hébergement qu'aux niveaux alimentaire, vestimentaire, de la santé et de l'hygiène. Une consultation médicale est systématique dès leur arrivée. Il nous liste ensuite les activités proposées aux enfants : « *il faut leur redonner confiance, l'espoir de refaire leur vie. Ils peuvent devenir quelqu'un et s'assumer demain.* » Français fondamental, petite comptabilité, activités ludiques sont aussi proposées car ils ont besoin de « *jeux pour s'épanouir, ayant longtemps été privés de distraction, de joie.* » Enfin, les activités de « mains habiles » telles que le dessin et le bricolage sont là pour « *révéler des talents, des aptitudes qu'ils ont en eux.* » Ces activités peuvent être à l'origine de vocations et donc à la base d'une réinsertion sociale et professionnelle efficace.

Le gros travail de fond mené par le CEO consiste à retrouver les parents et comprendre les mobiles de la fuite des enfants de la cellule familiale. « *Il faut régler les problèmes causes de ce départ et conscientiser les parents à la crise sinon, c'est trop facile* », nous livre Alexandre avec beaucoup de

Présentation du personnel

- * 2 assistants sociaux qui travaillent comme éducateurs spécialisés (pédagogie, conduite du projet éducatif...)
- * 2 éducatrices auxiliaires (activités socio-éducatives)
- * 2 psychologues
- * 1 médecin, 1 infirmier (dépendants du centre de santé de l'archidiocèse)
- * 2 mères jouant le rôle de mères affectives
- * bénévoles, stagiaires (écoles de formation sociale)

lucidité. Certains enfants veulent retourner à l'école, il faut donc négocier dans leur milieu de vie et responsabiliser les parents car c'est à eux de prendre le relais. « *Le responsable y va avec l'enfant qui nous conduit à son domicile, car c'est le seul à le connaître. On voit tout de suite si l'enfant est rejeté ou attendu.* » La réinsertion n'est pas forcément immédiate et un réseau de suivi – autres structures de protection, centre de promotion sociale de la commune concernée, assistant social associé aux négociations, école locale, orientation vers des structures de l'Etat dédiées à l'aide financière aux familles en difficulté - est mis en

place autour du domicile familial. « *Les parents se sentent soutenus* », comme le souligne justement Alexandre, et le retour en est d'autant plus bénéfique et réussi. Si l'enfant n'a pas de famille, des familles d'accueil sont alors recherchées.

Partenaires principaux

- * Caritas Allemagne, partenaire historique
- * Diocèse de Cotonou qui subventionne des projets précis par le biais de la structure ESD (Enfance en Situation Difficile).

Les enfants vivent au Centre sur une période relativement courte (en moyenne un an), car il faut les éloigner le moins possible des conditions familiales. « *Cela pose question : la vie en institution, ça déforme les enfants !* » ; d'où l'importance du travail de terrain des acteurs sociaux et cette volonté de raccourcir leur séjour au

maximum. Alexandre nous donne l'exemple de deux frères qui vivent au CEO depuis 4 ans et qui ne se comportent pas comme des frères, mais plutôt comme des amis. « *Cela me préoccupe* », nous confie-t-il.

Il souligne l'importance de ne pas trop éloigner les jeunes de leurs conditions de vie d'origine, tout en respectant les normes imposées par l'Etat. Si la différence est trop importante, les enfants n'ont pas envie de rentrer chez eux, au risque de les retrouver derrière la porte du Centre.

Après l'entretien, Alexandre nous présente avec fierté les locaux fraîchement repeints par ses soins. Notre visite s'achève dans la « salle polyvalente » où les enfants chantent et dansent autour d'une maman affectueuse présente pour la cuisine, la musique et les rires. Nous sommes naturellement invitées à danser avec eux, le sourire jusqu'aux oreilles, dans ces murs habités par l'espoir.

Clémence Viet, Maud Guedin



Alexandre est fier de nous présenter l'activité culturelle danse et chant

Akassato, le 22 juillet 2010 – A la suite de notre rencontre avec Alexandre Degnon, nous nous rendons sur le site d'Akassato, à quelques kilomètres de Cotonou, où est implanté depuis 2005 le Centre d'Ecoute et d'Orientation pour jeunes filles.

Nous avons la chance d'y rencontrer Samuel, l'un des quatre animateurs sociaux du centre. Samuel a commencé en tant que bénévole avant d'être formé progressivement par diverses structures (Unicef, Ministère de la Justice, des psychologues, etc.). La révolution des années 1990 au Bénin a été décisive dans la prise de conscience des besoins en centres d'accueil pour enfants délaissés, nous explique-t-il. Il nous livre aussi que son travail est passionnant, malgré des relations souvent compliquées

avec les filles, qui, après avoir vécu des situations difficiles avec leurs parents ou tuteurs, ont du mal à faire confiance aux adultes lorsqu'elles sont accueillies au centre.

Elles sont aujourd'hui 30 et le CEO en accueille environ 90 par an, avec toujours le même objectif : retrouver leurs familles et réussir leur réinsertion. Cet effectif s'est réduit considérablement ces dernières années en raison du nombre croissant de structures dédiées à la protection et l'éducation de la jeunesse dans la région. La Brigade des Mineurs a d'ailleurs elle-même créé un centre d'accueil récemment.

Après une consultation médicale à leur arrivée, ces filles sont réparties en différents niveaux. Elles vont à l'école privée voisine, ou suivent des cours d'alphabétisation internes au centre si elles n'ont jamais été scolarisées. Quatre ateliers de broderie, tissage à la main, teinture de pagnes et coiffure ont également été mis en place afin de leur offrir une formation professionnelle de base. Les responsables du centre réfléchissent actuellement à l'ouverture d'un des bâtiments sur la rue – très passante – afin de faire connaître et vendre l'artisanat réalisés au sein de ces ateliers. Ceci permettrait d'accroître les ressources et ainsi adapter l'aménagement des locaux, car « l'argent, c'est le nerf de la guerre ! » nous rappelle Samuel.

Les loisirs ne sont pas laissés de côté pour autant. « Le jeu permet de détendre l'atmosphère parfois tendue », nous confie-t-il, qui ajoute que ce n'est pas naturel pour des filles, qui, au début, « ne comprennent pas car ce n'est pas dans leur habitude de jouer ». Les jeux traditionnels comme l'awalé sont préférés aux jeux de société « plus compliqués ».

En cette fin d'année scolaire, les filles passent actuellement une dizaine de jours dans une ferme appartenant au SCDIH (Service de la Charité et du Développement Intégral de l'Homme du diocèse). Samuel insiste sur le fait que l'objectif de ce séjour est justement de « prendre l'air, se détendre et développer la culture générale », et confirme ainsi que la distraction fait partie intégrante de l'équilibre de l'enfant et du jeune.

Clémence Viet

ASSOVIE

Association Vinavo et Environnement



Cotonou, Vendredi 16 juillet 2010. Rencontre avec Gladys Ayatode, directrice exécutive de l'ONG ASSOVIE qui travaille auprès des enfants dans les marchés du Sud Bénin. Forte d'une expérience d'une quinzaine d'année, Gladys Ayatode nous fait part de la situation particulière de ces enfants.

Pouvez-vous nous présenter les objectifs et origines d'ASSOVIE ?

Le grand but d'ASSOVIE est de faire respecter les droits des enfants. A l'origine, nous avons commencé à travailler auprès des enfants dans le cadre d'une mission au sein de l'archevêché. A la fin de ce projet, nous avons décidé de monter une ONG pour poursuivre le travail commencé et ne pas gaspiller toute l'énergie qui avait été déployée. Nous avons donc loué des locaux et c'est comme cela qu'est née ASSOVIE.

Notre objectif initial était le suivant : apporter un plus aux enfants délaissés, parce que c'est un phénomène qui était entré dans les habitudes. En effet, les adultes n'arrivaient plus à percevoir pour les enfants ce qui était bien ou non, surtout en ce qui concerne leurs droits. La tradition n'allait d'ailleurs pas forcément dans le bon sens, avec le phénomène des enfants placés – ou « vidomégons », ces enfants envoyés en ville pour travailler auprès de tuteurs - qui a connu une certaine ampleur. On parle toujours de la petite couche de la population béninoise qui reçoit une formation, qui va à l'école, qui travaille... Or il y a des milliers d'enfants qui ne vont pas à l'école et qui travaillent. Une grande majorité de la population est analphabète, des femmes sont victimes de violence, etc.

Il fallait donc encourager les éducateurs, entreprendre des sensibilisations pour que les adultes comprennent qu'il y a quelque chose que l'on appelle le droit des enfants, et que respecter ce droit était une condition essentielle au développement du pays.

Dans les années 1980, une prise de conscience s'est faite. C'est à ce moment que M^{gr} De Souza a lancé la pastorale sociale de l'Eglise à travers un service diocésain.

Dans les années 90, avec la fin de la Révolution, beaucoup d'initiatives se sont mises en place au niveau du secteur privé.

Ciblez-vous un type d'enfants en particulier ?

Nous avons commencé à travailler dans les marchés parce que c'est une couche qui est très négligée. Sur les centaines d'organisations béninoises qui interviennent pour l'enfance malheureuse, seule une dizaine travaille pour cette couche-là. Les enfants dans les marchés sont des enfants exploités toute la journée, qui ne vont pas à l'école. Aujourd'hui, nous sommes présents sur 20 marchés à Cotonou, Porto Novo, Ouidah et Abomey Calavi, ce qui nous permet d'accompagner environ 700 enfants.

Nous travaillons essentiellement avec les filles ; notamment parce qu'il existe un écart de traitement entre les filles et les garçons qu'il faut réduire. Ceci dit, nous ne rejetons pas les garçons. Si un garçon vient nous voir, nous l'accueillons, l'écoutons et le redirigeons vers des structures adaptées.

Quels sont vos critères d'accueil des enfants ?

Comme je viens de le dire, nous privilégions les filles.

Au niveau de l'âge, elles ont entre 6 à 18 ans. Il peut aussi y avoir des tout petits qui ont été confiés aux grandes qui assistent à l'école.

Concrètement, quel est votre travail sur les marchés ?

Il y a toujours des enfants qui servent de domestiques, etc... On s'est donc dit que nous allions conduire l'éducation à ces enfants. Nous avons implanté des « salles de classe » dans les marchés. Nous recrutons des animateurs, qui donnent des cours de français et de maths aux enfants. Il faut auparavant négocier avec les femmes – leurs tutrices - sur place. On avertit également la municipalité et les responsables des marchés qui nous donnent les autorisations. En général, les femmes sont partantes et apprécient notre action. Elles nous donnent gratuitement une place au niveau du marché, une portion de parcelle, ce qui nous permet d'installer notre local : en général 6 m sur 4.

Comment êtes-vous vus par les familles des enfants ?

En général, ils nous apprécient. Progressivement, nous avons pu monter un module de formation. Quand on prend une fille dans un marché, c'est pour un module de 3 ans. Les parents reçoivent un bulletin de note chaque trimestre, des remarques, etc. Ils savent si leur fille progresse ou est irrégulière.

Mais les familles d'accueil peuvent aussi utiliser ces cours pour sanctionner leur enfant. C'est pourquoi nous avons souvent des retards et des absences. Les parents les punissent en ne les envoyant pas au cours s'ils ont été impolis ou autres, etc.

Autre aspect : les enfants qui ne maîtrisaient rien, qui ne savaient pas qu'il y avait autre chose, commencent à avoir des comportements un peu caractéristiques. Les parents voient leurs enfants refuser de faire la vaisselle, leur enfant répondre, etc... Il faut donc expliquer aux parents le changement qui arrive et leur demander de nous aider à canaliser cela.

Comment se constitue votre équipe sur les marchés ?

Dans les marchés, les formateurs sont salariés, ce ne sont pas des professeurs. On leur propose une formation. Ils doivent avoir le niveau bac et être capables de faire de l'alphabétisation en français fondamental, puis de donner une base de cours de maths.

Les marchés constituent donc la porte d'entrée, c'est là que tout commence. Au siège, une personne coordonne la partie cours sur les marchés.

Quels sont les autres volets de votre activité ?

Appui à la scolarisation

Nous avons un volet scolarisation qui concerne Cotonou et Calavi. Pour les filles de 5 à 8 ans, nous devons mener une négociation particulière avec les parents pour donner un appui pour leur insertion à l'école. ASSOVIÉ prend en charge les frais de scolarisation et a ainsi pu instruire 250 filles.

Développement des formations professionnelles

Il s'agit de l'orientation, de la formation et de l'insertion professionnelle. Au Bénin aujourd'hui, il y a des couturières et coiffeuses partout. Les filles qui n'ont pas évolué au niveau académique s'orientent toujours vers le métier de coiffeuse, couturière, cuisinière... Elles n'ont que ce modèle en tête.

ASSOVIÉ a donc décidé de rencontrer le ministère de l'emploi pour voir quels autres ateliers existent au niveau de Cotonou. Cela a permis de faire un recensement de ces centres de formation, puis de constituer un catalogue : quelqu'un dans l'équipe est responsable de ce secteur et va expliquer aux filles quels sont les autres métiers qui existent : mécaniciens, soudeur, peintre,... Même au niveau des garages, beaucoup préfèrent des femmes : elles font un travail plus soigné, attentionné... Voir des filles dans ces formations peut faire peur au début, mais cela peut porter. Par ailleurs, ASSOVIÉ a développé un réseau de partenaires pour faciliter les insertions dans le monde professionnel. Au bout du compte, les protégées d'ASSOVIÉ accèdent à une profession ou au démarrage d'activités génératrices de revenus.

Actuellement, les deux volets concernent environ 1000 filles.

Pouvez-vous nous rappeler comment cela se passe au niveau de la scolarisation au Bénin ?

En 2007, la gratuité de l'école primaire publique a été instituée. Mais elle n'est gratuite que pour les frais d'école. En plus, il faut payer l'uniforme des enfants, cahiers, manuels, fournitures, etc... S'ajoutent aussi les faux frais « officieux » : payer les fournitures des instituteurs, des balais pour nettoyer la salle, parfois même des chaises, ou des bancs... Il faut amener

200 FCFA pour le bulletin, photocopies, etc... Inutile de vous dire que cela freine les familles.

Quelle est votre activité au niveau du siège social ? Quels sont les membres de l'équipe ?

Notre équipe n'est constituée que des femmes : lorsque nous avons commencé, nous étions déjà toutes au niveau des marchés. Et pour travailler avec des filles, les femmes étaient plus en confiance avec des femmes.

L'équipe est constituée de :

- Moi-même, Gladys Ayatode : directrice exécutive
- Une secrétaire
- Une comptable
- Une responsable des ressources humaines
- 10 Educatrices terrain

- Des responsables sectoriels :
 - Une coordinatrice de l'équipe sur les marchés, avec une adjointe. Il faut suivre les éducateurs, contrôler si le travail est fait, et comment. Elles sont donc deux pour faire le tour des 20 points d'écoute sur les marchés.
 - La responsable de l'orientation, formation, Insertion professionnelle,
 - Un responsable de l'appui à la scolarisation qui rencontre les parents, suit la ponctualité et assiduité des filles en classe.

Au niveau de la formation professionnelle, nous avons depuis 2004 un atelier de couture d'une capacité de treize apprenties. L'une des filles qui a eu son diplôme est revenue à ASSOVIÉ pour former les filles ici. Pour permettre à ces futures couturières de percer sur le marché de l'emploi, un atelier de haute couture sera également lancé d'ici 2011.

Nous n'avons pas encore de psychologues : cela est prévu dans le prochain projet début 2011. Parmi les éducatrices, l'une finit d'ailleurs ses études en psychologie.

Pour ma part, je fais partie de la première promotion de la formation de l'Institut Supérieur pour Educateurs Spécialisés : Il s'agit d'un cursus suivi tous les après-midis pendant 3 ans, initié par les Sœurs Salésiennes, le Groupe Aleimar et l'Association Amici di Francesco.

Qu'est-ce que signifie VINA VO et Environnement ?

VINA VO signifie le bonheur des enfants, un enfant qui se développe, qui grandit.

« Environnement » fait référence à un défi pour ASSOVIÉ : faire tout pour que l'enfant se sente bien dans tout son environnement ; prendre en compte l'hygiène, la santé, l'éducation, etc...

Développez-vous des activités de loisirs ?

Oui, cela est programmé dans les formations. Cela consiste en des projections de films, des dessins animés, des jeux de construction. Cette année nous avons mis en place un petit groupe de théâtre et de danse : cela leur permet d'apprendre des textes en français. Nous avons eu le témoignage d'un parent, un papa qui s'est exclamé : « ce n'est pas ma fille qui parle français comme ça ! » (sa fille n'a jamais été à l'école)

A travers les activités de loisirs, notre but est de leur donner une certaine confiance dans la prise de parole, leur permettre de prendre de l'aisance... Ces enfants ont toujours été rabaissés. La place qu'on leur donne les valorise.

Quels sont vos financements ?

- OXFAM Québec, OXFAM Allemagne
- Human Help Network nous a soutenu entre 2001 et 2009.
- D'autres aides ponctuelles sont plus ponctuellement (Club rotary, etc).

Le social est un domaine qui ne génère pas de revenus : nous dépendons donc des partenaires. Le problème est qu'ici au Bénin, des gens ont de l'argent, mais n'en donnent pas, parce qu'ils ne sont pas sensibilisés. Même des personnes qui auront expliqué le droit des enfants, dès qu'elles sortent, achètent aux enfants dans la rue. Si personne n'achetait aux enfants, on n'en verrait plus.

Au niveau de notre formation, on parle de plus en plus des écoles des parents pour expliquer de quoi il s'agit. On parle aussi de plus en plus de sensibilisation. Traditionnellement, on sert la personne âgée d'abord, or ce devrait être les enfants d'abord. Donc tout un travail à faire au niveau de la tradition et de la culture.

Propos recueillis par Domitille Blavot

Une école de filles pas comme les autres



Quelques jours après la rencontre avec Gladys, nous nous rendons sur un des marchés où l'ONG s'est installée il y a quelques années.

Cotonou, le mardi 20 juillet 2010

Au milieu des étals de poissons séchés, de fruits et légumes variés, de poules prisonnières dans des paniers... se trouve une salle de classe originale. Aujourd'hui, 14 filles de 6 à 20 ans sont assises sur des bancs en bois.

- « Allô Allô ! »

- « J'écoute ! »

Attentives à la correction de l'évaluation menée par leur animatrice, elles répètent en français les nombres de 0 à 50. Intimidées par la présence de 4 jeunes femmes *yovos*, elles répondent volontiers à nos questions, et chacune se présente : « Je m'appelle Cynthia, j'ai 14 ans, mon père s'appelle..., ma mère s'appelle... et je suis vendeuse de bananes. »

Ces trois heures d'école deux fois par semaine représentent une véritable soupape pour ces filles placées qui travaillent en ville sous les ordres d'une tutrice pour soutenir leurs familles restées au village. Ici, elles apprennent une langue, le français, et les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul afin d'être plus autonomes et mieux informées sur leur possibilités d'orientation professionnelle.

L'animatrice formée par Assovie nous confie que « la première qualité c'est la patience ! Pour des filles qui n'ont jamais été des enfants, la violence est la réponse à la moindre moquerie. » Ces jeunes filles, souvent battues et violées dans leur famille d'accueil, se passent le mot pour se retrouver à l'école d'Assovie, seul lieu où elles se sentent respectées et en sécurité.

Nous sommes réellement impressionnées par l'énergie, la force et la motivation de l'animatrice, qui se met au service de ces jeunes filles pour les guider sur leur chemin. Aidée de Charlotte, une des responsables de l'association, elle sensibilise également les autres femmes sur les marchés et dans les maisons environnantes, pour que le droit à l'éducation soit connu du plus grand nombre. L'enthousiasme de ces femmes est communicatif. Et d'entonner toutes en chœur, sur l'air des Chevaliers de la Table Ronde : « Nous irons jusqu'au bout du monde, Assovie ne périra pas ! »

Clémence Viet



Rencontre avec l'UNICEF - Bénin

Cotonou, Vendredi 16 juillet 2010. Rencontre la responsable du programme de l'UNICEF relatif à l'éducation au Bénin. Celle-ci n'a pas souhaité que son nom soit communiqué.

L'action de l'Unicef est axée sur la survie, l'éducation et la protection de l'enfant. Les programmes de vaccination, la finalisation des plans de développement sanitaires, la formation du personnel de santé et l'équipement des centres de santé sont les priorités du gouvernement. Dans le domaine de l'éducation, l'Unicef apporte son appui à la formation des enseignants et des membres des associations de parents d'élèves, aux approches fondées sur les « droits et les sexospécificités ».

Le programme relatif à l'éducation est composé de 4 volets :

1. La petite enfance
2. L'enfant à l'école primaire
3. L'adolescent
4. Politique du système éducatif

Les 3 premiers volets sont suivis par un chargé de projet et un chef coordinateur.

Le rôle de l'UNICEF est d'appuyer le gouvernement et les ONG dans leur travail. L'organisation intervient donc dans les écoles reconnues par l'Etat et, avec les ONG, elle met en place ce que l'Etat recommande. Le Bénin est engagé dans le processus de l'éducation pour tous. Il fait partie des 25 pays ayant le taux de scolarisation les plus faibles au monde. En effet, le taux net de scolarisation des filles dans le primaire (50%) indique que la moitié des filles en âge d'aller à l'école sont privées du droit à l'éducation (garçons scolarisés à 75%).

L'Unicef va jusque dans les zones les plus défavorisées et reculées pour accompagner matériellement tous les enfants à l'école, aussi bien dans le sud que dans le nord : Karimama, Kandi, Kalale, Bembereke (aujourd'hui parité filles-garçons), Malanville.

L'UNICEF appuie aussi les centres de jeunes et de loisirs en créant des terrains de foot, terrains de volley, installation de postes téléviseurs, magnétoscopes. Mais il arrive que l'enfant soit contraint de se livrer à des activités économiques pour mener sa vie. Dans les villages, les jeunes ont donc peu d'activités récréatives.

Le loisir ne fait pas partie de la culture. Les jeux sont réservés à la classe supérieure. Les autres enfants doivent aider leurs parents : vaisselle, etc. Le jeu n'est donc pas la priorité.

Ce qui peut paraître curieux, c'est que l'UNICEF n'a pas de personnel de terrain : cette organisation appuie financièrement les gouvernements pour qu'ils atteignent leurs objectifs. Concrètement, des « Accords-Pays » sont signés entre l'UNICEF et l'Etat du Bénin tous les cinq ans. Une évaluation est réalisée tous les 6 mois avec des missions sur le terrain pour vérifier la bonne utilisation des ressources.

Quelques indicateurs de base

Population totale en 2008 : 8 662 000

Nombre de naissances en 2008 : 342 000

Décès des moins de 5 ans en 2008 : 39 000

Espérance de vie à la naissance : 61 ans

Taux d'alphabétisation des adultes (2003 – 2008) : 41%

Taux net de scolarisation/fréquentation à l'école primaire (67 %) entre 2003 et 2008

Clémence Viet, Maud Guedin, Domitille Blavot



Les Sœurs Salésiennes œuvrent en faveur des filles victimes de la traite

Depuis plusieurs années des Sœurs Salésiennes accueillent à Cotonou des filles victimes de trafic interne et externe, des enfants « vidomégons » et des victimes de mariage forcé. Rencontre avec Anastasie, secrétaire de direction.

A Zogbo, Cotonou, chez les Sœurs Salésiennes, le foyer Laura Vicuña accueille les filles en détresse qui y sont généralement acheminées par la Brigade Protection des Mineurs (BPM) ou d'autres personnes de bonne volonté qui luttent contre le trafic d'enfants. Cet accueil se fait au sein d'un foyer divisé en deux parties, le Petit Foyer pour les filles en court séjour et le Grand Foyer pour celles en long séjour.

Comme pour le CEO¹, l'objectif final du foyer est de réinsérer les filles dans leurs familles biologiques. La structure fonctionne grâce à une vingtaine de personnes, religieux et laïcs, armés de bonne volonté et de compétences techniques qui s'efforcent de vivre le système préventif et éducatif de Don Bosco, qui mise d'abord sur la confiance et l'esprit de famille.

A leur arrivée, ces filles, qui ont entre 5 et 18 ans, sont immédiatement prises en charge sur les plans affectif et physique, grâce à quatre « tatas », deux animateurs sociaux, une sœur infirmière, et quelques volontaires qui se relaient tout au long de l'année. L'enquête sociale menée par les animateurs sur chaque cas aboutit soit à la réintégration rapide des filles dans leur milieu d'origine, soit à un hébergement à moyen terme en vue d'une formation.

La formation est en effet une priorité au foyer. Toutes les filles, selon leur âge et leur choix, en suivent une, soit dans une école voisine, soit en coiffure au sein même du foyer, soit en couture à l'école Laura Vicuña. Les filles en situation de court séjour bénéficient des cours de cuisine, jardinage et alphabétisation. Le grand terrain sur lequel ont été construits les bâtiments a permis la création progressive d'un potager, de deux étangs, et l'aménagement de poulaillers. Le foyer est donc un lieu d'initiation aux divers métiers utilisables dans les villages : transformation de produits agricoles (gari et tapioca), élevage de volailles et poissons, fabrication de savon, etc. Ces produits sont utilisés par le foyer et vendus dans une boutique en ville également créée et gérée par les Sœurs, la Maison de l'Espérance.

Ces dernières années, les sœurs ont également entrepris de sillonner le grand marché Dantokpa la nuit pour y repérer d'éventuels cas de violence et accueillir les enfants en situation de détresse. Elles ont été particulièrement frappées par l'ampleur du phénomène de maltraitance et de prostitution. C'est ainsi qu'est née la Baraque « SOS Vidomégons » : installée au cœur du marché, elle est devenue une véritable référence pour les filles, mais aussi pour les tutrices vendeuses de ce marché. Elle sert de dortoir, de lieu d'écoute, de rencontres, de formation et de divertissement pour les filles. A partir de cette baraque, les Sœurs Salésiennes ont touché les responsables du marché et organisé des

¹ Centre d'Ecoute et d'Orientation, voir interview d'Alexandre Degnon

séances de sensibilisation sur le droit des enfants et les méfaits de la traite. Désormais, les tuteurs et commerçants commencent à signaler les cas de maltraitance. Les Sœurs peuvent alors intervenir et, avec l'aide des autorités du marché, prendre en charge les filles victimes de ces abus.

Clémence Viet, Marie-Camille Raffin

Volet architectural

Le Centre Damien, dont le terrain est en cours d'acquisition, est encore en phase de projet. L'idée principale est d'en faire un lieu de vie accueillant, agréable à vivre, fonctionnel et bioclimatique. Pour se faire il était essentiel de partir découvrir son contexte.

Le séjour de juillet 2010 a été l'occasion de découvrir Cotonou et sa banlieue, bien différente de nos modèles européens, ainsi que de rencontrer des acteurs de la construction. L'observation du bâti et les discussions ont permis de se familiariser avec les pratiques locales et de connaître le cadre dans lequel sera conçu le projet architectural du centre Damien. Nous connaissons maintenant son contexte spatial, culturel et socio-économique, points essentiels pour rentrer dans la conception même du projet.

Les objectifs étaient de découvrir le milieu de la construction à Cotonou, les matériaux utilisés, les techniques constructives, le niveau de conscience écologique, la notion de confort et d'hygiène. Cet objectif a bien été rempli même s'il reste beaucoup à apprendre et à comprendre.

Les chapitres qui suivent retracent les découvertes et observations faites sur place en ce qui concerne le développement durable et la construction au Bénin. Enfin, un petit atelier dessin avec les enfants de la paroisse de la Sainte Famille nous a permis de voir la façon dont les enfants béninois pouvaient imaginer un centre éducatif et de loisirs.

Laetitia Guillon, *architecte*

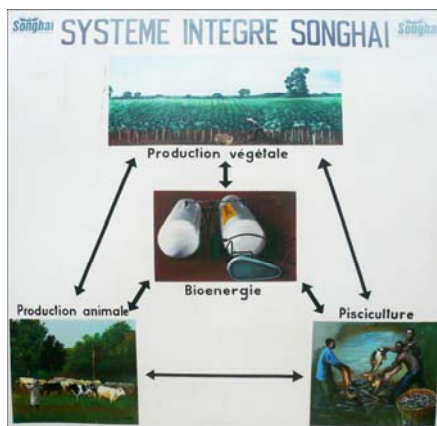
La notion de développement durable au Bénin



Le Bénin est un pays en voie de développement indépendant depuis seulement 50 ans. Les modes de vies se sont adaptés à une rapidité folle au progrès et à la consommation. Mais les traditions sont toujours présentes ce qui entraîne parfois des contradictions. La population n'est pas ou très peu sensibilisée aux problématiques environnementales, le développement durable n'est pas encore rentrée dans le vocabulaire et encore moins dans les mœurs. Cependant, quelques belles initiatives donnent de l'espoir pour le développement « intelligent » du pays et notamment le centre *Songhai* que nous avons eu la chance de visiter.

Songhai (nom emprunté à un florissant et prestigieux empire d'Afrique occidentale du XIVe-XVIe siècle. Signe de fierté – Prospérité socio économique) est un centre de formation, production, recherche et développement en agriculture durable. Il vise à élever le niveau de vie des populations en Afrique pour un développement social et économique durable :

- en utilisant les ressources locales, les méthodes traditionnelles et modernes,
- en les rationalisant,
- en pratiquant une gestion rigoureuse,
- en stimulant la prise de responsabilité et d'initiative par la concertation et l'écoute de tous pour la création d'entreprises agricoles viables.



Songhai aspire à développer des alternatives permettant aux populations africaines de se prendre en charge par l'entrepreneuriat agricole, dans une logique de développement intégral propulsant conjointement l'agriculture, l'industrie et les services. Cette dynamique de développement est axée sur le développement

humain avant tout, la valorisation des ressources locales, et l'appropriation des techniques et technologies extérieures.



Les raisons de la fondation de ce centre en 1985 par un prêtre dominicain (Docteur en électronique, microbiologie et sciences de développement) étaient multiples :

- Redonner l'espoir à l'Homme africain (Homme debout/Homme nouveau), en développant de façon concrète des alternatives à la crise socio économique du continent,
- Faire renaître les valeurs enracinées dans les civilisations africaines,
- Transformer les innombrables avantages comparatifs du continent en avantages compétitifs,
- Utiliser judicieusement les ressources locales et les apports extérieurs

pour un développement rural holistique, compétitif, et respectueux de l'environnement.



La visite du foyer Laura Vicuña (accueil pour jeunes filles victimes de la traite) a été l'occasion de constater que les formations au centre Songhai portaient leurs fruits. En effet, un grand potager ainsi qu'une bananeraie, un élevage de poules et de poissons sont entretenus par un jardinier formé à Songhai et qui, à son tour, forme les jeunes filles. L'éducation passe aussi par le travail de la terre, grande richesse du Bénin.



Nous avons rencontré des employés de *Bénin Concept*, société franco-béninoise, spécialisée dans la fabrication de charpentes en bois, de tuiles en vibro-mortier. Ils nous ont présenté le processus de fabrication des tuiles (sable+gravier+ciment locaux) et l'atelier menuiserie et charpente. La philosophie de l'entreprise est de donner la priorité aux matériaux locaux et par la tuile en vibro-mortier de proposer une alternative à la tôle très peu appropriée aux problématiques du pays. *Bénin Concept* est également un centre de formation, dont l'objectif est

aussi bien la création d'emplois stables que l'acquisition de savoir-faire ayant recours aux matériaux locaux et respectueux des normes International Standard Organisation (ISO) du BTP.

Enfin, il est intéressant de noter que le centre Damien sera construit à proximité d'une auberge « La tropicale, tourisme vert et développement » qui propose la découverte de la nature et du patrimoine rural, de la biodiversité et des séjours éducatifs. Elle a été construite en cohésion avec la nature, avec les ressources naturelles locales : briques de terre rouge, toits de paille, ventilation naturelle, etc.

Il paraît évident que développer durablement le Bénin passera par la sensibilisation et l'éducation (aux problèmes de pollution de l'air, contamination des eaux et forêts, gaspillage énergétique, etc.) et en ce sens le centre d'éducation et de loisirs aura un grand rôle à jouer. Par sa conception même il faudra qu'il soit un modèle pour le respect de l'environnement et le développement « éco-logique » du pays.

L'architecture au Bénin – perspectives pour le Centre Damien



Première vision, premier constat : les toits de Cotonou sont faits de tôles ou de dalle de béton. Etant donné les conditions climatiques extrêmes (chaud et humide avec deux saisons des pluies) cela a de quoi surprendre. Comment supporter la chaleur amplifiée par la tôle et comment gérer efficacement l'évacuation de l'eau des pluies abondantes sur les toitures plates ? La tôle est le produit le plus répandu sur le marché même s'il est importé et peu économique étant donné sa durabilité. Associée à un faux-plafond qui isole un peu de la chaleur elle est considérée comme acceptable par les habitants. Les toits plats sont l'occasion d'une bonne initiative, la récupération d'eau de pluie par l'implantation de citernes. Elles assurent ainsi l'alimentation en eau dans le bâtiment lors des délestages électriques (coupures de courant qui peuvent durer plusieurs heures). Quant à l'évacuation de l'eau, au niveau architectural comme urbain, elle est « réglée » par des systèmes un peu bancals qui ne résolvent pas vraiment le problème. Par exemple, l'eau des toitures est en partie rejetée vers la rue qui ne comporte pas de tout-à-l'égout. Les eaux remplissent alors les trous des rues (pistes de sable) et deviennent vite croupissantes et infectieuses (Il est aisé d'imaginer l'état de ces eaux lorsque l'on sait que tout se jette dans la rue : ordures, urine, huiles, carburants, etc.)



Deuxième élément architectural caractéristique de la région, la paillote. Celle-ci est constituée d'un lieu couvert et aéré de repos et de rencontres (lien social), un espace ombragé et souvent plus confortable (fraicheur) que la maison elle-même. Pour assurer une ventilation maximale elle est souvent placée au dernier niveau des maisons à étages, sur la dalle de béton du niveau supérieur. Ce cas de figure concerne les personnes ayant un niveau de vie élevé, la paillote (en hauteur) a donc une valeur socio-économique très forte. Il est rare de voir une paillote associée aux maisons précaires, qui n'ont pour toute extension que de petits abris auto-construits (structure en bois, tôle). La paillote est un élément architectural de qualité qu'il sera bon d'intégrer au centre Damien.



A Cotonou, les matériaux utilisés pour la structure et les murs des bâtiments de haut standing sont généralement le béton et les briques de sable lagunaire (anciennement sable marin dont l'utilisation est désormais proscrite en raison de l'érosion côtière du pays). Les cases plus humbles sont simplement construites en briques de sable « du caniveau », en bois ou même en bambou ou nattes. Certains quartiers de Cotonou et plusieurs villages de la région ont les pieds dans l'eau de la lagune. Les cases de villages lacustres sont sur pilotis de bois et la maison elle-même est en bois ou bambous avec toit de tôle ou de paille. De nombreuses maisons sur la route d'Abomey ainsi que les palais royaux sont construits en terre crue. La fraicheur y est appréciable. Malheureusement, l'image sociale que renvoie un bâtiment est très importante et le choix des matériaux, alors qu'il peut sembler contraire à la logique climatique s'explique ainsi. A Cotonou le béton et le ciment, le toit plat ou en bac alu, avec des fenêtres constituées de lames mobiles en verre ou mieux de vitres réfléchissantes, sont synonymes de richesse. La terre, le bois, la paille ont une connotation villageoise est s'oppose, dans la tête des béninois, à la notion de progrès et de ville.





Le projet est de faire du futur centre éducatif et de loisirs un bâtiment bioclimatique.

Qu'est-ce que c'est ?

Une architecture bioclimatique utilise à son avantage le climat et l'environnement du lieu où elle est bâtie, va composer avec ce dernier et non se battre contre lui. C'est un bâtiment dans lequel le chauffage et/ou la climatisation sont assurés en tirant le meilleur parti du rayonnement solaire, de l'inertie thermique des matériaux et du sol et de la circulation naturelle de l'air.



Pourquoi ?

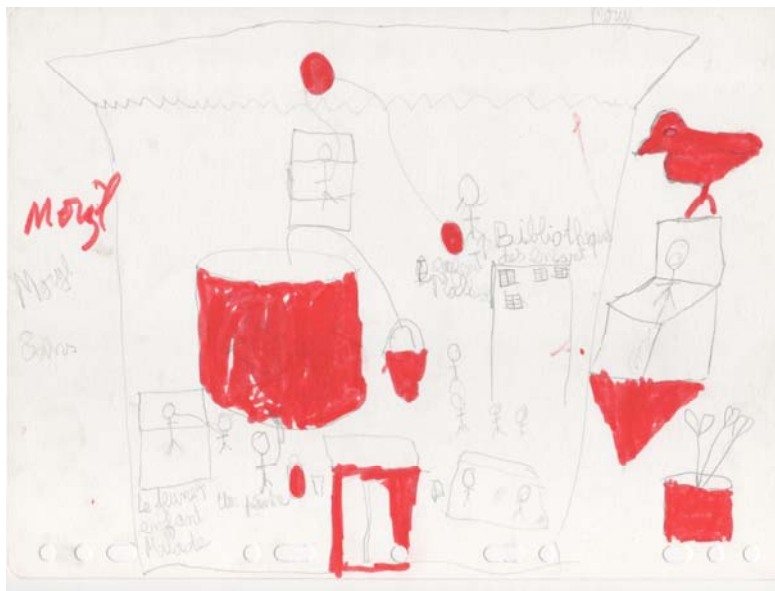
Pour assurer le confort intérieur tout d'abord. Pourquoi ne pas tout mettre en œuvre pour assurer le bien-être des usagers quitte à revenir à des techniques constructives traditionnelles dont l'image est malheureusement très négative au Bénin aujourd'hui ? Sous prétexte que cela fait « villageois » un habitant de Cotonou ne saurait imaginer construire sa maison en terre crue alors qu'elle assure un confort thermique (fraicheur) sans comparaison avec le béton. C'est à regret que l'on a pu observer que la modernité était associée aux modèles architecturaux occidentaux qui ne sont absolument pas adaptés aux conditions climatiques du Bénin. Par le bioclimatisme on peut tenter une réappropriation par les béninois de leur culture constructive d'origine en l'adaptant aux modes de vie actuels et ainsi proposer une meilleure qualité de vie.



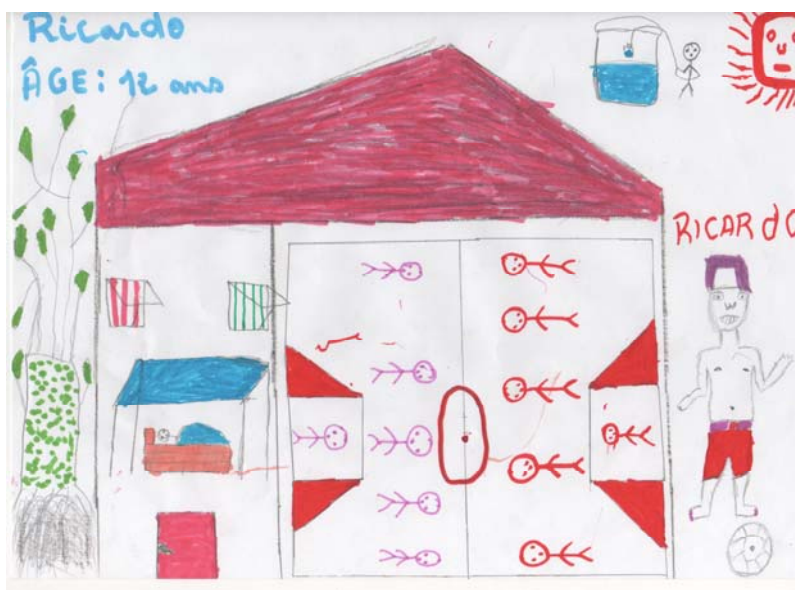
Dans la logique éducative du centre, il semble important que le bâtiment qui abritera les générations futures soit en cohérence avec le respect de l'environnement qui leur sera confié. En habitant un lieu sain, confortable, qui compose avec son environnement et les ressources naturelles, une prise de conscience pourra petit à petit se mettre en place.

Les représentations des enfants

Lors des activités ludiques, il a été demandé à quelques enfants de dessiner un centre éducatif et de loisirs ou plus exactement « une maison rien que pour les enfants, où il y aurait des jeux, des livres, de quoi étudier... »



Moryl a beaucoup d'imagination, il décrit son dessin en précisant qu'il y a des wc à l'extérieur, des plantes en pot, un grand puits que peint un peintre. A l'intérieur se trouve la « bibliothèque des enfants » et des lits pour les enfants, dont un pour les enfants malades. Il dessine un jeu de ballon et un terrain de foot. Il précise « enfant malheureux » au-dessous d'un enfant qui joue au ballon...



Ricardo est plus grand et certainement fan de foot ! Dans la cour un arbre et un puits. Le bâtiment contient un « dortoir » et un terrain de football. La

façon dont il a dessiné les fenêtres est bien représentative de ce qu'il connaît, des grilles (contre les vols) et des ouvrants pour la ventilation.





Quelques conclusions et perspectives pour notre projet

La notion de loisirs

Gardant en tête l'objectif du Centre Damien (offrir un lieu dédié aux loisirs), nos entretiens ont été à chaque fois l'occasion d'essayer de saisir la place et la conception du loisir chez les éducateurs béninois. Aux questions, « Proposez-vous des activités de loisirs ? Et si oui, quelles sont-elles ? Qu'apportent-elles aux enfants ? », on nous répondait en général : « Oui, elles sont importantes pour les enfants. Nous proposons du ballon ou de la vidéo. »

Si donc le loisir est plus ou moins perçu par les professionnels comme étant aussi un moyen d'aider l'enfant à s'épanouir, il nous a cependant semblé que cela n'était pas encore tout à fait intégré. En témoigne ce qui est recouvert sous le terme de loisirs : télévision, quelques jeux du type « Le chat et la souris », du chant et le ballon. Des activités donc peu variées, qui ne sont pas proposées de façon pensée et structurée.

Ces éducateurs n'ayant pas eux-mêmes eu l'occasion de bénéficier de loisirs structurés durant leur enfance, ces notions leur paraissent certainement encore assez abstraites et lointaines. Ils nous ont d'ailleurs confirmé qu'en règle générale, les Béninois ne voient pas l'intérêt de simplement jouer avec les enfants.

Il est significatif d'ailleurs que, dans le cadre des activités proposées sur la paroisse de la Sainte Famille avec l'autre partie de notre groupe, les animateurs Béninois utilisent, pour ce que nous appelons communément « Centre de loisirs », le terme de « Activités culturelles ». Comme pour signifier que jouer en soi n'a pas de sens et n'apporte rien de concret ; mais qu'en employant le terme de « Culturelles », on veut manifester que ces activités vont permettre d'apprendre quelque chose, tout comme l'école.

Un travail de formation

Dans ce cadre de la paroisse de la Sainte Famille, il a donc été proposé, pour la deuxième année consécutive, d'assurer soutien scolaire le matin et centre de loisirs l'après-midi, avec une équipe béninoise. Ces trois semaines de collaboration ont été sources de maints échanges informels, tout aussi riches et porteurs d'enseignements que les enquêtes.

Travailler ensemble est à chaque fois l'occasion de confronter nos conceptions du loisir ou de notre rapport à l'enfant. Conceptions qui obligent l'une et l'autre partie à faire l'effort de comprendre l'autre dans

son contexte culturel et éducatif, puis de s'adapter. Cela constitue d'ailleurs toute la richesse de cet échange et permet de ne pas plaquer notre réalité de façon inappropriée et peu respectueuse de l'autre.

De notre côté, Français, nous arrivons avec un programme détaillé, constitué d'une thématique et d'activités variées : activités manuelles, activités de plein air, activités d'expressions orales ou corporelles, activités qui favorisent l'esprit d'équipe, etc. Ces activités sont articulées dans la journée ou la semaine de façon réfléchie. Il s'agit alors d'adapter ce programme aux attentes et réalités béninoises. La prise de conscience par les Béninois des bénéfices d'une proposition de loisirs structurée passe ensuite par le quotidien et l'organisation d'un temps de reprise à l'issue de chaque journée.

Quelques exemples.

Alors que deux équipes devaient se constituer pour un jeu de balle aux prisonniers, les chefs d'équipe devaient choisir chacun à leur tour ceux qui allaient constituer leur équipe. Les filles étaient choisies en dernier, perçues comme le maillon faible pour ce jeu. Il se trouve que pendant le jeu, l'une d'entre elles s'est révélée la plus habile au sein d'une des équipes et a, finalement, été plébiscitée et supportée par son équipe de garçons, l'animateur ayant eu soin de mettre en avant celle-ci. Ce renversement de situation est révélateur de ce que peut apporter le jeu. Il a favorisé l'intégration de cette jeune fille au sein de l'équipe.

L'intérêt du travail de collaboration était donc de pouvoir soulever ces petites choses lors des temps de reprise en fin de journée, afin d'éveiller à une prise de conscience quand aux apports du jeu pour l'épanouissement des enfants.

Tout comme l'année passée, les animateurs Français ont constaté qu'en règle générale les animateurs Béninois sont plus spectateurs des activités qu'à l'initiative. Probablement parce que celles-ci sont souvent pour eux-aussi une découverte. Tout l'enjeu de cette collaboration franco-béninoise était donc de favoriser l'intégration des animateurs Béninois dans l'explication puis la mise en œuvre du jeu.

Notre satisfaction a été tout d'abord de constater que les activités qui avaient été proposées en août 2009 (alors axées sur le théâtre) ont continué à être reprises au cours de l'année précédente auprès des enfants. Cependant, à notre arrivée, l'équipe béninoise a souhaité reproduire la même chose que l'année passée. Il a fallu alors concilier les points de vue et s'adapter. Au final, notre satisfaction a été de pouvoir proposer, comme les Béninois l'avaient souhaité, un spectacle en fin de séjour, en exploitant tout ce qui avait été réalisé avec les enfants pendant les trois semaines. Mais nous avons aussi été heureux de voir que les Béninois avaient compris l'intérêt de s'ouvrir à une autre façon de proposer du loisir, élargissant ainsi leurs horizons et le champ des activités possibles à proposer aux enfants.

De plus, l'équipe française a eu à cœur de répéter plusieurs fois pendant les trois semaines le même type d'activités, afin de permettre aux animateurs béninois de maîtriser, puis reproduire celles-ci par eux-mêmes.

Ce travail de collaboration est donc, outre l'échange culturel qu'il permet, un temps de formation, qu'il serait intéressant de développer et formaliser les années à venir.

Une formation d'éducateurs spécialisés à Cotonou

L'année 2010 a vu la naissance du premier Centre de formation d'éducateurs spécialisés à Cotonou. Gladys Ayatode et Alexandre Degnon, que nous avons rencontrés dans le cadre des enquêtes, font partie de cette première promotion.

Cette formation confirme la prise de conscience par les professionnels Béninois de la nécessité de se former pour accompagner les enfants, la nécessité de prendre en compte la part du psychologique, le souhait d'inscrire des ressentis dans des études, des pensées ou des réflexions déjà existantes, d'acquiescer des outils qui permettent de mieux saisir l'enfant dans sa globalité.

Pour la suite

Ces premiers entretiens ont confirmé l'intérêt de travailler en collaboration et en complémentarité avec des structures béninoises déjà existantes. Tous nous ont signifié qu'effectivement, une structure dédiée aux loisirs pourrait être intéressante sur Cotonou, charge au Centre Damien de rédiger un projet qui prenne sens et se fasse dans un certain esprit.

Nous envisageons donc de continuer ce travail d'enquêtes en août prochain, afin d'élargir notre connaissance du paysage associatif mais aussi public, oeuvrant en ce domaine.

Autre perspective : réaliser un site internet pour le Centre Damien qui soit une source d'informations sur l'enfance à Cotonou et qui permette à l'association locale du Centre Damien de disposer d'un relais fourni pour sa recherche de financement en Europe.